



**PRÉFÈTE  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 23/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ONYX EST**

1 Rue Henriette Gallé-Grimm  
Bâtiment ORIGIN  
54000 Nancy

Références : 2024\_2508  
Code AIOT : 0006205820

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2024 dans l'établissement ONYX EST implanté R.N 59 - Ferme de BETAIGNE 54950 Laronxe. L'inspection a été annoncée le 19/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à une plainte portant sur la présence de déchets plastiques dans le tas de compost présent dans les champs des agriculteurs MM. NICOLAS.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ONYX EST
- R.N 59 - Ferme de BETAIGNE 54950 Laronxe
- Code AIOT : 0006205820
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ONYX exploite une plateforme de compostage de déchets non dangereux sur la commune de LARONXE.

**Contexte de l'inspection :**

- Plainte

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	déchets plastiques dans compost	Arrêté Préfectoral du 17/07/2013, article Article 31	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les résultats des analyses d'un prélèvement de compost présentés à l'inspection sont conformes à la norme NF U44-051 en ce qui concerne le pourcentage de matières sèches en inertes et impuretés. Toutefois, l'inspection émet un doute sur la représentativité de l'échantillon prélevé, sachant que les observations réalisées sur le terrain ne corroborent pas le résultat des analyses. En effet, l'inspection a pu constater la présence de nombreux déchets plastiques de taille pluricentimétriques au sein du tas de compost.

Par conséquent, il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre les mesures correctives nécessaires afin de limiter la présence de déchets plastiques dans le compost.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : déchets plastiques dans compost**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2013, article Article 31
<b>Thème(s) :</b> Autre, Devenir des matières traitées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour chaque matière intermédiaire telle que définie à l'article 17, l'exploitant doit respecter au minimum les teneurs limites définies dans la norme NFU 44-051 concernant les éléments traces métalliques, composés traces organiques, inertes et impuretés. Il tient les justificatifs relatifs à la conformité de chaque lot à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.
<b>Constats :</b>  M. Bertrand a fourni tous les documents relatifs à la traçabilité du lot concerné par la plainte. Celui-ci nous a également transmis les résultats des analyses réalisées en application de la norme NF U44-051 et notamment son chapitre "5.3 inertes et impuretés" dont il doit respecter les valeurs limites en suivant la méthode XP U44-164.

<b>Teneurs limites normatives NF U44-051 en inertes et impuretés en % de masse sèche</b>		Teneurs mesurées dans le lot concerné par la plainte
Films + PSE > 5 mm	< 0,3 % MS	0.00
Autres plastiques > 5 mm	< 0,8 % MS	0.03
Verres + métaux > 2 mm	< 2,0 % MS	0.19

Les valeurs mesurées sont bien en dessous des seuils réglementaires.

Cependant, lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de nombreux déchets plastiques, de grande taille, sur le tas de compost.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de justifier auprès de l'autorité administrative de la mise en œuvre de mesures correctives afin de limiter la présence de déchets plastiques dans le compost. Ces derniers devront être éliminés dans des filières autorisées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois